La Région des Grands Lacs : La Situation Actuelle et la politique des Etats-Unis

Témoignage devant la Chambre du Sous-comité du Comité des Affaires Etrangères Sur l'Afrique et la Santé Globale (Extrait)

Johnnie Carson- Secrétaire Assistante- Bureau des Affaires Africaines
Le Département d'Etat, Le 25 Mai, 2010

Burundi

Nous gardons un œil vigilant sur les prochaines élections à travers toute la région. Le Burundi vient juste de tenir la première de cinq élections distinctes des institution, au niveau local et national. Ce marathon électoral continuera jusqu'au 7 Septembre, avec des élections présidentielles importantes qui auront lieu le 28 Juin, et les élections de l'Assemblée Nationale qui se tiendront en date du 23 Juillet.

A travers nos programme d'assistance à étrangère et de diplomatie publique, ainsi que notre observation directe du processus électoral, nous avons régulièrement saisit les occasions publiques et privées pour renforcer le message que, dans un cadre politique élargi, des élections crédibles et un transfert légitime des pouvoirs sont nécessaires à la stabilité durable et à la croissance économique du Burundi. Des élections et un transfert de pouvoir postélectoral paisibles pourront à l'avenir assurer des relations plus profondes et plus élargies entre le Burundi et les Etats-Unis.

Les observateurs, aussi bien Burundais qu'internationaux, ont l'espoir que les élections seront conduites d'une manière libre, juste et paisible. Il n'y a plus de rébellion armée. Le dernier groupe rebelle (le FNL) a été démobilisé et largement intégré dans les forces de sécurité et le gouvernement, mais il aussi constitue à présent un parti politique. L'arène politique est diversifiée et ouverte, avec 23 partis politiques en compétition pour les premières élections (communales) tenues le 24 Mai ; six parmi ces partis politiques seront en compétition sur toute l'étendue du territoire national. Les partis politiques semblent être satisfaits de la conduite neutre et transparente des élections par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Les media sont relativement libres et professionnels et se sont mobilisés pour rassembler leurs ressources et partager la couverture des l élections. La société civile Burundaise s'est mobilisée pour observer les élections et surveiller les éruptions de violences électorales.

En outre, tous les partis politiques, notamment le parti au pouvoir, ont accueilli à bras ouverts les observateurs internationaux. L'ambassade des Etats-Unis à Bujumbura, avec le renfort de plusieurs hauts cadres du Département d'Etat venus de Washington, est en train de déployer des observateurs à travers le pays. Les Etats Africains et les organisations régionales- y compris l'Union Africaine, la Communauté Est-Africaine, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs et L'Union Européenne- on planifié l'observation des élections. Le Bureau Intégré des Nation Unis au Burundi (BINUB) est en train de coordonner l'assistance des bailleurs au processus électoral.

Malgré notre scénario optimiste, il y a encore approximativement 200,000 armes en circulation dans le pays et une nombreuse jeunesse analphabète, sans emploi, frustrée et particulièrement susceptible aux manipulations politiques. Des membres du parti au pouvoir, à tous les niveaux, ont fait usage des ressources et de l'autorité de l'Etat à l'avantage des élections, et quelques uns ont usé d'intimidation envers leurs opposants politiques. Il y a toujours eu des conflits répétés- parfois même violents- entre les membres des cinq principaux partis politiques rivaux en lisse. Le plus alarmant est que deux membres du parti « Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie », qui étaient actifs durant la campagne du 13 Mai, ont été assassinés le même jour.

Le gouvernement des Etats-Unis a constamment et de manière répétitive alertée le gouvernement ainsi que les leaders des partis politiques sur la nécessité d'éviter l'intimidation, la provocation et la violence. Par ailleurs, nous avons fait appel aux forces de sécurité du gouvernement et les procureurs afin qu'ils accélèrent les investigations et les poursuites judiciaires de ces incidents relatifs aux élections, ainsi que les personnes responsables des crimes à motivation politique commis au courant de l'année dernière, notamment le meurtre en Avril 2009 du vice- président de l'Observatoire de Lutte Contre La Corruption et Les Malversations Economiques (OLUCOME).

La récente décision du gouvernement du Burundi et du parti au pouvoir d'expulser un chercheur du Human Rights Watch sous prétexte qu'un rapport sur les droits de l'homme était biaisé, est troublante. Cet acte semble être une autre étape du gouvernement et du parti au pouvoir pour mater les organisations non-gouvernementales locales et internationales qui, pour ce gouvernement, semblent être une autre forme peu appréciable d'opposition.

Nous avons exprimé notre inquiétude auprès d'officiels Burundais aussi bien à Washington qu'à Bujumbura, et avons recommandé au Gouvernement de revoir ces décisions et de s'engager dans un dialogue constructif avec les organisations non-gouvernementales et la Société Civile. Une Société Civile saine et fonctionnelle est fondamentalement indispensable dans le maintien d'une paix durable, d'une bonne gouvernance, et de la croissance économique au Burundi.

Monsieur le Président, Membres du Comité, je voudrais vous remercier pour l'opportunité qui m'a été offerte de me présenter devant vous aujourd'hui. Je serai heureuse de répondre à toute question éventuelle.